



# Assemblée générale

Distr. générale  
14 avril 2014  
Français  
Original: anglais

---

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international**  
**Quarante-septième session**  
New York, 7-18 juillet 2014

## **Ordre du jour provisoire annoté et calendrier des séances de la quarante-septième session**

### **I. Ordre du jour provisoire**

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Examen de questions concernant l'arbitrage et la conciliation:
  - a) Finalisation et approbation d'un projet de convention sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités;
  - b) Mise en place et fonctionnement du dépositaire;
  - c) Élaboration d'un guide sur la Convention de New York de 1958;
  - d) Concours d'arbitrage commercial international.
5. Micro-, petites et moyennes entreprises: rapport d'activité du Groupe de travail I.
6. Règlement des litiges en ligne: rapport d'activité du Groupe de travail III.
7. Commerce électronique: rapport d'activité du Groupe de travail IV.
8. Droit de l'insolvabilité: rapport d'activité du Groupe de travail V.
9. Sûretés: rapport d'activité du Groupe de travail VI.
10. Assistance technique en matière de réforme du droit.
11. Promotion des moyens visant à assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes juridiques de la CNUDCI.
12. État et promotion des textes juridiques de la CNUDCI.



13. Coordination et coopération:
  - a) En général;
  - b) Coordination et coopération dans le domaine des sûretés;
  - c) Rapports d'autres organisations internationales;
  - d) Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail.
14. Présence régionale de la CNUDCI.
15. Rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international.
16. Travaux prévus et travaux futurs possibles.
17. Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.
18. Questions diverses.
19. Date et lieu des réunions futures.
20. Adoption du rapport de la Commission.

## II. Annotations

### 1. Ouverture de la session

1. La quarante-septième session de la Commission se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 7 au 18 juillet 2014<sup>1</sup>. La session sera ouverte le lundi 7 juillet 2014 à 10 h 30 (pour plus de détails sur le calendrier de la session, voir ci-dessous, sect. III, par. 69 à 73). Au 7 juillet 2014, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sera composée des États membres suivants: Algérie (2016), Allemagne (2019), Argentine (2016), Arménie (2019), Australie (2016), Autriche (2016), Bélarus (2016), Botswana (2016), Brésil (2016), Bulgarie (2019), Cameroun (2019), Canada (2019), Chine (2019), Colombie (2016), Côte d'Ivoire (2019), Croatie (2016), Danemark (2019), El Salvador (2019), Équateur (2019), Espagne (2016), États-Unis d'Amérique (2016), Fédération de Russie (2019), Fiji (2016), France (2019), Gabon (2016), Géorgie (2015), Grèce (2019), Honduras (2019), Hongrie (2019), Inde (2016), Indonésie (2019), Iran (République islamique d') (2016), Israël (2016), Italie (2016), Japon (2019), Jordanie (2016), Kenya (2016), Koweït (2019), Libéria (2019), Malaisie (2019), Maurice (2016), Mauritanie (2019), Mexique (2019), Namibie (2019), Nigéria (2016), Ouganda (2016), Pakistan (2016), Panama (2019), Paraguay (2016), Philippines (2016), Pologne (2016), République de Corée (2019), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2019), Sierra Leone (2019), Singapour (2019), Suisse (2019), Thaïlande (2016), Turquie (2016), Venezuela (République bolivarienne du) (2016) et Zambie (2019).

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 351.

2. Les États Membres non membres de la Commission et les États non Membres ayant reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale, ainsi que les organisations gouvernementales internationales peuvent assister à la session en qualité d'observateurs et prendre part aux débats. En outre, les organisations non gouvernementales internationales invitées peuvent assister à la session en qualité d'observateurs et exposer leurs vues sur des questions qu'elles connaissent bien ou pour lesquelles elles possèdent une expérience internationale, ce qui facilitera les débats de la session.

## **2. Élection du Bureau**

3. Conformément à une décision qu'elle a prise à sa première session, la Commission élit à chaque session un président, trois vice-présidents et un rapporteur.

## **4. Examen de questions concernant l'arbitrage et la conciliation**

### **a) Finalisation et approbation d'un projet de convention sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités**

4. À sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission a adopté le Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (le "Règlement sur la transparence") et le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (avec un nouveau paragraphe 4 à l'article 1, adopté en 2013)<sup>2</sup>. À cette session, la Commission a pris acte d'un consensus selon lequel le Groupe de travail serait chargé de préparer une convention concernant l'application du Règlement sur la transparence aux traités d'investissement existants (la "convention sur la transparence"), en tenant compte du fait que le but de la convention était de donner un mécanisme efficace aux États souhaitant pouvoir appliquer le Règlement sur la transparence à leurs traités d'investissement existants, sans créer d'attente concernant l'utilisation par d'autres États du mécanisme prévu par la convention<sup>3</sup>. En conséquence, à sa soixantième session (New York, 3-7 février 2014), le Groupe de travail a achevé sa deuxième lecture du projet de convention sur la transparence. Le secrétariat a été prié de distribuer le projet de convention aux gouvernements pour observations afin que la Commission l'examine et l'approuve à sa quarante-septième session (A/CN.9/799, par. 13).

5. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des rapports du Groupe de travail sur les travaux de ses cinquante-neuvième et soixantième sessions (A/CN.9/794 et A/CN.9/799, respectivement). Elle sera également saisie des documents suivants: a) une note du secrétariat contenant le projet de convention sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (A/CN.9/812); et b) une compilation des observations reçues des gouvernements concernant le projet de convention sur la transparence (A/CN.9/813 et additifs).

<sup>2</sup> Ibid., par. 128 et annexes I et II.

<sup>3</sup> Ibid., par. 127.

## **b) Mise en place et fonctionnement du dépositaire**

6. Pour sa mise en œuvre, le Règlement sur la transparence exige la mise en place d'un dépositaire des informations qui seront publiées dans ce cadre (article 8). La Commission se rappellera peut-être qu'à sa quarante-sixième session, en 2013, elle a exprimé l'opinion ferme et unanime selon laquelle le secrétariat de la CNUDCI devrait assumer le rôle de dépositaire<sup>4</sup>. Il a été dit que l'Organisation des Nations Unies, institution neutre et universelle, et son Secrétariat, organisme indépendant issu de la Charte des Nations Unies, devraient en principe assumer les fonctions clefs de dépositaire des informations publiées en vertu du Règlement sur la transparence, en tant qu'administration publique directement responsable du suivi et du bon fonctionnement de ses propres normes juridiques<sup>5</sup>. La Commission a demandé qu'à sa session suivante le secrétariat fasse rapport sur la mise en place et le fonctionnement du dépositaire<sup>6</sup>. Au paragraphe 3 de sa résolution 68/106, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à envisager d'assumer, conformément à l'article 8 du Règlement sur la transparence, ce rôle de dépositaire par l'entremise du secrétariat de la Commission et l'a prié de lui faire rapport, ainsi qu'à la Commission, à ce sujet.

7. En conséquence, le secrétariat s'est chargé de cette fonction à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 et à sa quarante-septième session, la Commission entendra un rapport oral sur la mise en place et le fonctionnement du dépositaire.

## **c) Élaboration d'un guide sur la Convention de New York de 1958**

8. À sa quarante et unième session, en 2008, la Commission est convenue que des travaux devraient être entrepris pour éliminer ou limiter l'effet des discordances juridiques dans l'interprétation et l'application par les États de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958)<sup>7</sup>. D'une manière générale, elle a été d'avis que les travaux devraient aboutir à l'élaboration d'un guide sur la Convention de New York afin de promouvoir une interprétation et une application uniformes du texte. Il a été estimé qu'un tel guide aiderait à résoudre les incertitudes juridiques résultant de sa mise en œuvre imparfaite ou partielle, et réduirait le risque de voir la pratique des États s'écarter de l'esprit de la Convention. La Commission a demandé au secrétariat d'étudier la possibilité d'élaborer un tel guide. À cette même session, elle est convenue que, si les ressources le permettaient, les activités du secrétariat dans le contexte de son programme d'assistance technique pourraient comprendre la diffusion d'informations sur l'interprétation judiciaire de la Convention de New York, ce qui pourrait utilement compléter d'autres activités en faveur de la Convention<sup>8</sup>.

9. À ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, en 2011 et 2012, la Commission a été informée que le secrétariat menait un projet d'élaboration d'un guide sur la Convention de New York, en étroite coopération avec deux experts, E. Gaillard (École de droit de Sciences Po) et G. Bermann (Faculté de droit de

<sup>4</sup> Ibid., par. 80.

<sup>5</sup> Ibid., par. 79.

<sup>6</sup> Ibid., par. 98.

<sup>7</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, n° 4739, p. 3.

<sup>8</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 17 et rectificatif (A/63/17 et Corr.1)*, par. 355 et 360.

l'Université de Columbia), qui avaient mis en place des équipes de recherche à cette fin. Elle a été informée que MM. Gaillard et Bermann et leurs équipes respectives avaient créé, avec l'appui du secrétariat, un site Web ([www.newyorkconvention1958.org](http://www.newyorkconvention1958.org)) pour mettre à la disposition du public les informations recueillies lors de l'élaboration du guide sur la Convention de New York. Ce site Web visait à promouvoir une application uniforme et efficace de la Convention en publiant des informations détaillées sur l'interprétation judiciaire de la Convention par les États parties. La Commission a également été informée que le secrétariat de la CNUDCI prévoyait de maintenir un lien étroit entre les décisions contenues dans le Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI (voir par. 30 ci-dessous) et celles publiées sur le site Web consacré à l'élaboration du guide sur la Convention de New York<sup>9</sup>. À sa quarante-cinquième session, en 2012, elle s'est félicitée de la création du site Web et des travaux accomplis par le secrétariat, les experts et leurs équipes de recherche, et a prié le secrétariat de poursuivre ses travaux concernant l'élaboration du guide sur la Convention de New York<sup>10</sup>.

10. Au paragraphe 6 de sa résolution 66/94, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction de la décision de la Commission de prier le secrétariat de poursuivre l'élaboration d'un guide sur la Convention<sup>11</sup>. Au paragraphe 5 de sa résolution 68/106, elle a pris note "avec satisfaction des projets de la Commission visant à promouvoir l'application uniforme et effective de la Convention, [...] notamment l'établissement, en étroite coopération avec des experts internationaux, d'un guide sur la Convention qui devrait être présenté à la Commission, pour examen, à une future session".

11. À sa quarante-sixième session, la Commission était saisie d'un extrait du guide sur la Convention de New York pour examen (A/CN.9/786). La préoccupation a été exprimée qu'un guide traduirait une préférence pour certains avis par rapport à d'autres et ne refléterait pas un consensus international sur l'interprétation de la Convention de New York. La question de la forme sous laquelle le guide serait publié a par conséquent été soulevée. Il a été répondu que l'approche suivie pour élaborer le guide était similaire à celle retenue pour d'autres guides et précis de la CNUDCI<sup>12</sup>. La Commission a prié le secrétariat de lui soumettre le guide à sa quarante-septième session, afin qu'elle en examine plus avant le statut et les modalités de publication<sup>13</sup>.

12. Conformément à cette demande, la Commission sera saisie à sa quarante-septième session du texte du Guide (A/CN.9/786 et A/CN.9/814 et ses additifs).

<sup>9</sup> Ibid., *soixante-sixième session, Supplément n° 17* (A/66/17), par. 252; et *ibid.*, *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 135.

<sup>10</sup> Ibid., *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 136.

<sup>11</sup> Voir également la résolution 67/89 de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée a pris "note avec satisfaction des projets de la Commission visant à promouvoir l'application uniforme et effective de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York le 10 juin 1958, notamment l'établissement d'un guide sur la Convention".

<sup>12</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 138 à 140.

<sup>13</sup> Ibid., par. 140.

**d) Concours d'arbitrage commercial international**

13. Un rapport oral sera présenté sur le vingt et unième Concours annuel d'arbitrage commercial international Willem C. Vis, le onzième Concours d'arbitrage commercial international Willem C. Vis (Est) et le sixième Concours d'arbitrage commercial international de Madrid.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 69.)

**5. Micro-, petites et moyennes entreprises: rapport d'activité du Groupe de travail I**

14. À sa quarante-sixième session en 2013, la Commission a demandé qu'un groupe de travail engage des travaux visant à réduire les obstacles juridiques que rencontraient les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) pendant leur cycle de vie, en particulier dans les pays en développement<sup>14</sup>. À cette session, elle est également convenue que ces travaux devraient s'attacher en premier lieu aux questions juridiques touchant la simplification de la constitution en société<sup>15</sup>. Les travaux ont été assignés au Groupe de travail I<sup>16</sup> qui les a entrepris à sa vingt-deuxième session (New York, 10-14 février 2014).

15. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa vingt-deuxième session (A/CN.9/800).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

**6. Règlement des litiges en ligne: rapport d'activité du Groupe de travail III**

16. Conformément à une décision prise par la Commission à sa quarante-troisième session, en 2010<sup>17</sup>, le Groupe de travail III (Règlement des litiges en ligne) a commencé ses travaux sur l'élaboration d'une norme juridique sur la résolution des litiges en ligne dans les opérations internationales de commerce électronique à sa vingt-deuxième session (Vienne, 13-17 décembre 2010) et les a poursuivis jusqu'à sa vingt-neuvième (New York, 24-28 mars 2014).

17. La Commission se rappellera peut-être que, lors de sa quarante-sixième session, en 2013, elle avait pris note du système à deux voies du règlement de procédure sur la résolution des litiges en ligne (le projet de règlement) qu'examinait le Groupe de travail et qu'elle avait félicité ce dernier pour les progrès qui avaient été accomplis en vue de l'achèvement d'une première lecture de la voie II du projet de règlement<sup>18</sup>. La Commission se rappellera peut-être également la décision qu'elle avait prise à sa quarante-cinquième session<sup>19</sup>, en 2012, et qu'elle avait confirmée à sa quarante-sixième session<sup>20</sup>, en 2013, à savoir que: a) Le Groupe de travail devrait examiner la manière dont le projet de règlement répondrait aux besoins des pays en développement et de ceux en situation d'après-conflit, notamment en ce qui

<sup>14</sup> Ibid., par. 321.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Ibid., par. 322.

<sup>17</sup> Ibid., *soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 257.

<sup>18</sup> Ibid., *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 218 à 220.

<sup>19</sup> Ibid., *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 79.

<sup>20</sup> Ibid., *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 222.

concerne la nécessité d'inclure une phase d'arbitrage dans la procédure, et en rendre compte à une future session de la Commission; b) Le Groupe de travail devrait continuer d'inclure, dans ses délibérations, les effets de la résolution des litiges en ligne sur la protection des consommateurs dans les pays en développement, développés et en situation d'après-conflit, notamment dans les cas où le consommateur était la partie défenderesse dans la procédure de résolution du litige en ligne; c) Le Groupe de travail devrait continuer d'étudier divers moyens de faire en sorte que le résultat de la procédure de résolution des litiges en ligne soit effectivement mis en œuvre, y compris l'arbitrage et d'autres solutions possibles; et d) Le mandat du Groupe de travail concernant la résolution des litiges en ligne occasionnés par de grands nombres d'opérations électroniques internationales de faible valeur était réaffirmé, le Groupe de travail étant encouragé à poursuivre ses travaux le plus efficacement possible.

18. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des rapports du Groupe de travail sur les travaux de ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions (A/CN.9/795 et A/CN.9/801, respectivement).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

#### **7. Commerce électronique: rapport d'activité du Groupe de travail IV**

19. À sa quarante-quatrième session en 2011, la Commission est convenue que le Groupe de travail IV (Commerce électronique) serait convoqué pour entreprendre des travaux dans le domaine des documents transférables électroniques<sup>21</sup>. À cette même session, la Commission avait noté que ces travaux pourraient notamment porter sur certains aspects d'autres sujets tels que la gestion de l'identité, l'utilisation d'appareils mobiles dans le commerce électronique et les guichets uniques électroniques<sup>22</sup>.

20. Le Groupe de travail a commencé ses travaux sur les documents transférables électroniques à sa quarante-cinquième session (Vienne, 10-14 octobre 2011) et les a poursuivis jusqu'à sa quarante-neuvième session (New York, 28 avril-2 mai 2014).

21. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des rapports du Groupe de travail sur les travaux de ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions (A/CN.9/797 et A/CN.9/804, respectivement).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

#### **8. Droit de l'insolvabilité: rapport d'activité du Groupe de travail V**

22. À sa quarante-troisième session, en 2010, la Commission a fait sienne la recommandation formulée par le Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) au paragraphe 104 du document A/CN.9/691, selon laquelle des travaux devraient être entamés sur deux thèmes actuellement importants, dans la mesure où une plus grande harmonisation des approches nationales sur ces thèmes permettrait de gagner en sécurité et en prévisibilité, à savoir: a) l'élaboration de lignes directrices sur

<sup>21</sup> Ibid., *soixante-sixième session, Supplément n° 17* (A/66/17), par. 238.

<sup>22</sup> Ibid., par. 235.

l'interprétation et l'application de certains concepts de la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale<sup>23</sup> en rapport avec le centre des intérêts principaux et, éventuellement, d'une loi type ou de dispositions types sur le droit de l'insolvabilité traitant de certains problèmes se posant dans un contexte international, dont la compétence, l'accès et la reconnaissance, d'une manière qui n'exclurait pas l'élaboration d'une convention; et b) les obligations et les responsabilités des dirigeants d'une entreprise sur le point d'être insolvable<sup>24</sup>.

23. Le Groupe de travail a commencé ses travaux sur ces deux thèmes à sa trente-neuvième session (Vienne, 6-10 décembre 2010) et les a poursuivis jusqu'à sa quarante-cinquième session (New York, 21-25 avril 2014). À sa quarante-sixième session, en 2013, s'agissant de la première partie du mandat relative au premier thème, la Commission a adopté le Guide pour l'incorporation et l'interprétation de la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale<sup>25</sup> et, s'agissant de la première partie du mandat relative au deuxième thème, elle a adopté la quatrième partie du Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité traitant des obligations des administrateurs d'entreprise dans la période précédant l'insolvabilité<sup>26</sup>.

24. À ses quarante-quatrième (Vienne, 16-20 décembre 2013) et quarante-cinquième (New York, 21-25 avril 2014) sessions, le Groupe de travail a poursuivi l'examen des parties restantes du mandat concernant les deux thèmes et a également débattu de thèmes qui pourraient faire l'objet de travaux futurs, y compris les questions d'insolvabilité propres aux MPME, comme l'avait demandé la Commission à sa quarante-sixième session<sup>27</sup> (pour les travaux prévus et les travaux futurs possibles dans le domaine du droit de l'insolvabilité, voir le point 16 de l'ordre du jour (par. 47 et 48 ci-après)).

25. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des rapports du Groupe de travail sur les travaux de ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions (A/CN.9/798 et A/CN.9/803, respectivement).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## 9. Sûretés: rapports d'activité du Groupe de travail VI

26. À sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission a adopté le Guide de la CNUDCI sur la mise en place d'un registre des sûretés réelles mobilières<sup>28</sup> et confirmé sa décision selon laquelle le Groupe de travail devrait préparer une loi type simple, courte et concise sur les opérations garanties, fondée sur les recommandations du Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties<sup>29</sup> et

<sup>23</sup> Résolution 52/158 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>24</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 259.

<sup>25</sup> *Ibid.*, soixante-huitième session, *Supplément n° 17* (A/68/17), par. 198.

<sup>26</sup> *Ibid.*, par. 204.

<sup>27</sup> *Ibid.*, par. 325 et 326.

<sup>28</sup> *Ibid.*, par. 191.

<sup>29</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.09.V.12.



conforme à l'ensemble des textes de la CNUDCI sur les opérations garanties<sup>30,31</sup>. Le Groupe de travail a commencé ses travaux concernant le projet de loi type à sa vingt-quatrième session (Vienne, 2-6 décembre 2013).

27. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des rapports des vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Groupe de travail (A/CN.9/796 et A/CN.9/802, respectivement).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

#### **10. Assistance technique en matière de réforme du droit**

28. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat sur les activités d'assistance technique entreprises depuis sa quarante-sixième session et sur les ressources d'assistance technique, notamment les publications de la CNUDCI et son site Web (A/CN.9/818).

29. La Commission sera également saisie d'une bibliographie des écrits récents ayant trait à ses travaux (A/CN.9/805).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

#### **11. Promotion des moyens visant à assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes juridiques de la CNUDCI**

##### **a) Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI**

30. À sa vingt et unième session, en 1988, la Commission a décidé de mettre en place un système de collecte et de diffusion d'informations sur les décisions judiciaires et les sentences arbitrales se rapportant aux conventions et lois types issues de ses travaux. Ce système est connu sous le nom de "Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI"<sup>32</sup>. Il vise à faire connaître internationalement ces textes juridiques afin que les juges, arbitres, avocats, parties à des opérations commerciales et autres personnes intéressées puissent tenir compte des décisions et sentences s'y rapportant lorsqu'ils traitent de questions dont ils sont chargés et de manière à en promouvoir une interprétation et une application uniformes. Le Recueil de jurisprudence s'appuie sur un réseau de correspondants nationaux désignés par les États parties à une convention issue des travaux de la Commission ou ayant adopté un texte législatif fondé sur une loi type de la CNUDCI. Depuis la mise en place du système, le secrétariat rend compte régulièrement de son évolution à la Commission.

31. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat sur l'état et l'évolution du Recueil de jurisprudence (A/CN.9/810).

<sup>30</sup> Consultable à la date du présent document à l'adresse  
[http://www.uncitral.org/uncitral/uncitral\\_texts/security.html](http://www.uncitral.org/uncitral/uncitral_texts/security.html).

<sup>31</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 194 et 332.

<sup>32</sup> *Ibid.*, quarante-troisième session, *Supplément n° 17* (A/43/17), par. 98 à 109.

**b) Précis de jurisprudence relatif aux textes juridiques de la CNUDCI**

32. À sa trente-quatrième session, en 2001, la Commission, après avoir examiné une note du secrétariat (A/CN.9/498), a prié celui-ci d'établir un précis de jurisprudence concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises<sup>33</sup> (Vienne, 1980). Il a été noté à cette session qu'un tel précis analytique des décisions judiciaires et des sentences arbitrales faisant apparaître les tendances observées dans l'interprétation de la Convention serait utile pour en favoriser l'interprétation uniforme. Il a également été noté à cette session que, pour établir ce précis, le secrétariat devrait faire appel au réseau de correspondants nationaux du système CLOUT et éviter de critiquer les décisions des tribunaux nationaux<sup>34</sup>. À sa trente-cinquième session, en 2002, la Commission a prié le secrétariat d'élaborer un précis de jurisprudence similaire concernant la Loi Type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international<sup>35</sup>. À sa quarante-cinquième session, en 2012, la Commission est convenue qu'un précis sur la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale devrait être préparé, sous réserve que le secrétariat dispose de ressources suffisantes, et a invité ce dernier à étudier la possibilité de collaborer avec les correspondants nationaux et d'autres experts pour faciliter la préparation de l'analyse et des informations requises<sup>36</sup>.

33. Depuis 2004, la Commission est régulièrement informée par le secrétariat de l'évolution des travaux sur les précis. En particulier, la Commission se rappellera peut-être qu'à sa quarante-cinquième session, en 2012, elle avait été informée de la publication de la troisième révision du *Précis de jurisprudence concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (version 2012)*<sup>37</sup> et du *Précis de jurisprudence concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international (2012)*<sup>38,39</sup>. À sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission a été informée de l'état d'avancement de l'élaboration du précis de jurisprudence concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale<sup>40</sup>. Dans ses résolutions, l'Assemblée générale a exprimé à maintes reprises son soutien aux travaux concernant ces précis<sup>41</sup>.

34. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat (A/CN.9/810) (voir par. 31 ci-dessus) contenant des informations actualisées sur les activités en cours concernant les précis de jurisprudence.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

<sup>33</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1489, n° 25567, p. 3.

<sup>34</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 17 et rectificatifs* (A/56/17 et Corr.1 et 3), par. 386 à 395.

<sup>35</sup> Ibid., *cinquante-septième session, Supplément n° 17* (A/57/17), par. 243.

<sup>36</sup> Ibid., *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 156.

<sup>37</sup> Consultable à la date du présent document à l'adresse [http://www.uncitral.org/uncitral/fr/case\\_law/digests.html](http://www.uncitral.org/uncitral/fr/case_law/digests.html).

<sup>38</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.12.V.9. Également consultable à la date du présent document à l'adresse [http://www.uncitral.org/uncitral/fr/case\\_law/digests.html](http://www.uncitral.org/uncitral/fr/case_law/digests.html).

<sup>39</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 153 et 154.

<sup>40</sup> Ibid., *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 238.

<sup>41</sup> Récemment encore, dans sa résolution 68/106, par. 20.

## **12. État et promotion des textes juridiques de la CNUDCI**

35. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat sur l'état actuel des conventions et des lois types issues de ses travaux et sur l'état de la Convention de New York (A/CN.9/806).

36. La Commission entendra également un rapport oral sur les travaux futurs prévus par le secrétariat pour appuyer la promotion de la Convention des Nations Unies sur le contrat de transport international de marchandises effectué entièrement ou partiellement par mer<sup>42</sup> ("Règles de Rotterdam") à travers l'élaboration d'un guide pour l'incorporation ("accession kit") qui accompagnera la Convention.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## **13. Coordination et coopération:**

### **a) En général**

37. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat (A/CN.9/809) rendant brièvement compte des activités que celui-ci a entreprises depuis la quarante-sixième session pour assurer la coordination avec les travaux d'autres organisations œuvrant dans le domaine du droit commercial international.

### **b) Coordination et coopération dans le domaine des sûretés**

38. La Commission entendra également un rapport oral du secrétariat sur les progrès accomplis dans: a) la révision de la norme applicable au traitement de l'insolvabilité et à la protection des droits des créanciers de la Banque mondiale pour prendre en compte les principales recommandations du Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties; et b) le travail de coordination avec la Commission européenne afin d'assurer une approche concertée en ce qui concerne la loi applicable aux effets des cessions de créances à l'égard des tiers, en tenant compte de l'approche suivie dans la Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international<sup>43</sup> et dans le Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties. La Commission voudra peut-être de nouveau charger le secrétariat de poursuivre ce travail de coordination.

### **c) Rapports d'autres organisations internationales**

39. À la quarante-septième session de la Commission, les représentants d'organisations internationales auront la possibilité d'informer la Commission de leurs activités en cours et d'évoquer des moyens de renforcer la coopération avec elle.

<sup>42</sup> Résolution 63/122 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>43</sup> Résolution 56/81 de l'Assemblée générale, annexe.

**d) Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail**

40. À sa quarante-septième session, la Commission entendra un rapport oral sur les organisations intergouvernementales et non gouvernementales invitées à ses sessions.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

**14. Présence régionale de la CNUDCI**

41. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie d'une note du secrétariat contenant notamment une présentation des activités menées par le Centre régional de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique depuis sa quarante-sixième session (A/CN.9/808).

42. À sa quarante-septième session, la Commission entendra un rapport oral sur les progrès accomplis pour ce qui est d'établir la présence de la CNUDCI dans d'autres régions.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

**15. Rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international**

43. Ce point figure à l'ordre du jour de la Commission depuis sa quarante et unième session, en 2008<sup>44</sup>, comme suite à la demande de l'Assemblée générale l'invitant à rendre compte, dans les rapports qu'elle lui soumet, de ce qu'elle fait actuellement pour promouvoir l'état de droit<sup>45</sup>. De ses quarante et unième à quarante-sixième sessions, de 2008 à 2013 respectivement, la Commission a fourni dans ses rapports annuels à l'Assemblée des informations sur son rôle dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international, notamment dans le contexte de la reconstruction après conflit. Elle s'est dite convaincue que la promotion de l'état de droit dans les relations commerciales devrait faire partie intégrante du programme plus large que mène l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international, notamment par l'intermédiaire du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, appuyé

---

<sup>44</sup> Pour la décision de la Commission d'inscrire ce point à son ordre du jour, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 17* (A/62/17), deuxième partie, par. 111 à 113.

<sup>45</sup> Résolutions de l'Assemblée générale 62/70 (par. 3), 63/128 (par. 7), 64/116 (par. 9), 65/32 (par. 10), 66/102 (par. 12) et 67/97 (par. 14).

par le Groupe de l'état de droit du Cabinet du Secrétaire général de l'ONU<sup>46</sup>. Ce point de vue a été approuvé par l'Assemblée générale<sup>47</sup>.

44. La Commission a jugé essentiel de maintenir un dialogue régulier avec le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit par l'intermédiaire du Groupe de l'état de droit et de se tenir au courant des progrès faits dans l'intégration des travaux de la CNUDCI aux activités relatives à l'état de droit menées conjointement à l'échelle du système. À cette fin, elle a prié le secrétariat d'organiser des réunions d'information avec le Groupe de l'état de droit tous les deux ans, lorsque ses sessions se tiendraient à New York<sup>48</sup>. Une réunion d'information a donc été organisée pendant la quarante-cinquième session de la Commission, en 2012<sup>49</sup>, et la prochaine réunion d'information sur ce sujet aura lieu à la quarante-septième session de la Commission, en 2014.

45. En outre, à sa quarante-septième session, la Commission entendra un rapport oral du Président de sa quarante-sixième session et du secrétariat sur la mise en œuvre des décisions pertinentes qu'elle a prises à cette dernière session<sup>50</sup>. À sa quarante-septième session, la Commission voudra peut-être également prendre note de la résolution 68/116 de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, au paragraphe 14 de laquelle l'Assemblée l'invite à continuer de lui rendre compte, dans les rapports qu'elle lui soumet, de ce qu'elle fait actuellement pour promouvoir l'état de droit. Elle voudra peut-être aussi noter qu'au paragraphe 17 de cette résolution, l'Assemblée a décidé que, lors de sa soixante-neuvième session, en 2014, les débats de la Sixième Commission au titre de la question intitulée "L'état de droit aux niveaux national et international" seraient plus particulièrement consacrés au sous-thème "Mise en commun des pratiques nationales des États en matière de renforcement de l'état de droit par l'amélioration de l'accès à la justice". À sa quarante-septième session, en formulant ses observations à l'intention de l'Assemblée générale sur son rôle dans la promotion de l'état de droit, la Commission voudra donc peut-être mettre l'accent sur ce sous-thème. Pour l'aider à formuler ces observations à l'invitation de l'Assemblée générale, le secrétariat organisera une table ronde.

46. À sa quarante-septième session, la Commission sera également saisie d'une note du secrétariat relative à la promotion de l'état de droit dans les relations commerciales (A/CN.9/817).

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

<sup>46</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 17 et rectificatifs* (A/63/17 et Corr.1 et 2), par. 386; *ibid.*, *soixante-quatrième session, Supplément n° 17* (A/64/17), par. 413 à 419; *ibid.*, *soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 313 à 336; *ibid.*, *soixante-sixième session, Supplément n° 17* (A/66/17), par. 299 à 321; *ibid.*, *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 195 à 227; et *ibid.*, *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 267 à 291.

<sup>47</sup> Résolutions 63/120 (par. 11), 64/111 (par. 14), 65/21 (par. 12 à 14), 66/94 (par. 15 à 17), 67/89 (par. 16 à 18) et 68/106, par. 12 à 14.

<sup>48</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 335.

<sup>49</sup> *Ibid.*, *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 195 à 227.

<sup>50</sup> *Ibid.*, *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 273 et 275.

## 16. Travaux prévus et travaux futurs possibles

47. La Commission se rappellera peut-être qu'à sa quarante-quatrième session, en 2011, elle a prié le secrétariat d'établir pour sa session suivante une note sur la planification stratégique en y proposant des solutions possibles et une évaluation de leurs incidences financières<sup>51</sup>. À sa quarante-cinquième session, en 2012, elle était saisie d'une note du secrétariat (A/CN.9/752 et Add.1) soumise comme suite à cette demande. Elle était convenue d'examiner l'orientation stratégique de la CNUDCI et de donner des indications sur celle-ci à sa quarante-sixième session<sup>52</sup>. À cette dernière session, la Commission était saisie, outre la note susmentionnée du secrétariat (A/CN.9/752 et Add.1), d'une note du secrétariat sur les travaux prévus et les travaux futurs possibles de la CNUDCI (A/CN.9/774). La Commission a exprimé son opinion sur les questions d'orientation stratégique de la CNUDCI dans le cadre des domaines faisant l'objet ou pouvant à l'avenir faire l'objet de travaux. Elle est également convenue de consacrer du temps à l'examen des travaux futurs en tant que sujet distinct à chacune de ses sessions<sup>53</sup>.

48. À sa quarante-septième session, la Commission sera saisie des documents suivants: des notes du secrétariat sur les travaux prévus et les travaux futurs possibles (A/CN.9/807 et A/CN.9/816); une note du secrétariat sur les sûretés sur les titres non intermédiés (A/CN.9/811); un rapport du Colloque international de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité (Vienne, 16-18 décembre 2013) (A/CN.9/815), qui s'est tenu conformément à la décision prise par la Commission à sa quarante-sixième session, en 2013<sup>54</sup>; un rapport du Colloque international sur les partenariats public-privé (Vienne, 3-4 mars 2014) (A/CN.9/821), qui s'est tenu conformément à la décision prise par la Commission à sa quarante-sixième session<sup>55</sup>; et de documents de travail présentés par le secrétariat à ce dernier colloque (A/CN.9/819 et A/CN.9/820). La Commission voudra peut-être examiner les questions concernant les travaux prévus et les travaux futurs possibles, en tenant compte, en plus de ces documents, des rapports d'activité de ses groupes de travail et du secrétariat et des conclusions dégagées à sa quarante-sixième session au titre de ce point de l'ordre du jour<sup>56</sup>.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## 17. Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale

49. La Commission voudra peut-être prendre note des quatre résolutions de l'Assemblée générale ci-après adoptées sur recommandation de la Sixième Commission: la résolution 68/106 sur le rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-sixième session; la résolution 68/107 sur la révision du Guide pour l'incorporation de la Loi type sur l'insolvabilité internationale et la quatrième partie du Guide législatif sur le droit de l'insolvabilité de la Commission des Nations Unies pour le droit

<sup>51</sup> Ibid., *soixante-sixième session, Supplément n° 17* (A/66/17), par. 343.

<sup>52</sup> Ibid., *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 228 à 232.

<sup>53</sup> Ibid., *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 310.

<sup>54</sup> Ibid., par. 325.

<sup>55</sup> Ibid., par. 331.

<sup>56</sup> Ibid., par. 292 à 332.

commercial international; la résolution 68/108 sur le Guide de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur la mise en place d'un registre des sûretés réelles mobilières; et la résolution 68/109 sur le Règlement sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités et le Règlement d'arbitrage (tel que révisé en 2010, avec nouveau paragraphe 4 à l'article premier, adopté en 2013) de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Des exemplaires de ces résolutions et du rapport pertinent de la Sixième Commission (A/68/462) seront disponibles à la quarante-septième session de la Commission.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## 18. Questions diverses

50. La Commission se rappellera peut-être qu'à sa quarante-cinquième session, en 2012, elle avait décidé de ne pas renoncer à son droit à l'établissement de comptes rendus analytiques prévu dans la résolution 49/221 de l'Assemblée générale, et de demander que des enregistrements numériques continuent d'être réalisés à ses quarante-sixième et quarante-septième sessions, en 2013 et 2014, à titre d'essai, en sus des comptes rendus analytiques, comme pour la quarante-cinquième session. Elle est convenue qu'à sa quarante-septième session, en 2014, elle ferait le point sur l'utilisation des enregistrements numériques et, sur la base de cette évaluation, se prononcerait sur le remplacement des comptes rendus analytiques par des enregistrements numériques. Elle a prié le secrétariat de lui rendre compte régulièrement des mesures prises dans le système des Nations Unies pour résoudre les problèmes que pourrait soulever l'utilisation des enregistrements numériques. Elle l'a également prié d'étudier la possibilité de réaliser des enregistrements numériques des sessions des groupes de travail de la CNUDCI qui en faisaient la demande et de lui communiquer ses conclusions à sa quarante-septième session, en 2014<sup>57</sup>. À la quarante-septième session de la Commission, un rapport oral sera présenté par le secrétariat sur l'expérience de l'utilisation des enregistrements numériques depuis la quarante-cinquième session de la Commission.

51. Un rapport oral sera présenté sur le programme de stages du secrétariat de la Commission.

52. La Commission entendra un rapport oral du secrétariat sur les résultats de l'évaluation de la CNUDCI sur le rôle qu'il joue pour faciliter les travaux de cette dernière depuis le début de sa quarante-sixième session, le 8 juillet 2013.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## 19. Date et lieu des réunions futures

### *Quarante-huitième session de la Commission*

53. La quarante-huitième session de la Commission se tiendra à Vienne. Il est prévu provisoirement qu'elle aura lieu du 29 juin au 16 juillet 2015.

<sup>57</sup> Ibid., *soixante-septième session, Supplément n° 17* (A/67/17), par. 249.

*Sessions des groupes de travail*

54. À sa trente-sixième session, en 2003, la Commission est convenue que: a) les groupes de travail devraient normalement se réunir pour une session d'une semaine deux fois par an; b) du temps supplémentaire pourrait être accordé, si nécessaire, à l'un des groupes de travail si un autre n'utilisait pas entièrement le sien, à condition de ne pas dépasser le nombre total de 12 semaines par an de services de conférence alloués actuellement à l'ensemble des six groupes de travail de la Commission; et c) si une demande d'allongement du temps alloué présentée par un groupe de travail entraînait un tel dépassement, la Commission devrait l'examiner en priant ce groupe de travail de justifier la nécessité d'un tel changement<sup>58</sup>.

55. À sa quarante-cinquième session, en 2012, la Commission a pris note du paragraphe 48 de la résolution 66/246 de l'Assemblée générale sur les questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, dans lequel l'Assemblée a décidé d'augmenter les ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes pour qu'il soit possible de financer les services à fournir à la Commission pendant 14 semaines de réunions, et de maintenir le dispositif d'alternance entre Vienne et New York. Compte tenu de cette décision, la Commission a noté qu'il resterait possible d'allouer au total 12 semaines par an de services de conférence à ses six groupes de travail à raison de deux sessions annuelles d'une semaine pour chaque groupe si les sessions annuelles de la Commission ne dépassaient pas deux semaines<sup>59</sup>. Dans le cas contraire, des ajustements devraient être faits pour proroger la période de 14 semaines qui avait été imposée au cours de l'exercice 2012-2013 à l'ensemble des sessions de la Commission et de ses groupes de travail.

*Sessions des groupes de travail entre la quarante-septième et la quarante-huitième session de la Commission**Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises)*

56. La vingt-troisième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 17 au 21 novembre 2014, et la vingt-quatrième session à New York du 13 au 17 avril 2015.

*Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation)*

57. La soixante et unième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 15 au 19 septembre 2014, et la soixante-deuxième session à New York, du 2 au 6 février 2015.

*Groupe de travail III (Règlement des litiges en ligne)*

58. La trentième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 20 au 24 octobre 2014, et la trente et unième session à New York du 9 au 13 février 2015.

<sup>58</sup> Ibid., cinquante-huitième session, Supplément n° 17 (A/58/17), par. 275.

<sup>59</sup> Ibid., soixante-septième session, Supplément n° 17 (A/67/17), par. 258.



*Groupe de travail IV (Commerce électronique)*

59. La cinquantième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 10 au 14 novembre 2014, et la cinquante et unième session à New York, du 18 au 22 mai 2015.

*Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité)*

60. La quarante-sixième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 15 au 19 décembre 2014, et la quarante-septième session à New York du 26 au 29 mai 2015.

*Groupe de travail VI (Sûretés)*

61. La vingt-sixième session du Groupe de travail pourrait se tenir à Vienne du 8 au 12 décembre 2014, et la vingt-septième session à New York du 20 au 24 avril 2015.

*Sessions des groupes de travail en 2015 après la quarante-huitième session de la Commission**Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises)*

62. Il est prévu provisoirement que la vingt-cinquième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 12 au 16 octobre 2015.

*Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation)*

63. Il est prévu provisoirement que la soixante-troisième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 7 au 11 septembre 2015.

*Groupe de travail III (Règlement des litiges en ligne)*

64. Il est prévu provisoirement que la trente-deuxième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 5 au 9 octobre 2015.

*Groupe de travail IV (Commerce électronique)*

65. Il est prévu provisoirement que la cinquante-deuxième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 9 au 13 novembre 2015.

*Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité)*

66. Il est prévu provisoirement que la quarante-huitième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 19 au 23 octobre 2015.

*Groupe de travail VI (Sûretés)*

67. Il est prévu provisoirement que la vingt-huitième session du Groupe de travail se tiendra à Vienne du 14 au 18 décembre 2015.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 70.)

## **20. Adoption du rapport de la Commission**

68. Dans sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, l'Assemblée générale a décidé que la Commission lui soumettrait un rapport annuel et que ce rapport serait soumis simultanément, pour observations, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Conformément à une décision de la Sixième Commission<sup>60</sup>, ce rapport est présenté à l'Assemblée par le Président de la Commission ou par un autre membre du Bureau désigné par lui.

(Pour le calendrier proposé des séances destinées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, voir ci-après, par. 69 et 71.)

## **III. Calendrier des séances et documentation**

69. Le secrétariat recommande à la Commission de consacrer les journées du 7 au 10 juillet 2014 à l'examen du point 4 de l'ordre du jour et à l'examen préliminaire des questions relatives à l'arbitrage et à la conciliation au titre du point 16 de l'ordre du jour. L'adoption du rapport de la Commission sur le point 4 de l'ordre du jour pourrait avoir lieu le jeudi 10 juillet 2014.

70. Le secrétariat recommande à la Commission de consacrer les journées du 11 juillet et du 14 au 16 juillet 2014 à l'examen des autres points de l'ordre du jour. L'après-midi du 16 juillet a été réservé à une réunion d'information et à une table ronde sur l'état de droit (voir par. 44 et 45 ci-dessus).

71. Aucune réunion officielle ne se tiendra le jeudi 17 juillet 2014, jour qui sera mis à profit par le secrétariat pour rédiger les parties restantes du projet de rapport (non encore adoptées le jeudi 10 juillet 2014, voir par. 69 ci-dessus), qui seront présentées à la Commission pour adoption le vendredi 18 juillet 2014. Le secrétariat de la CNUDCI prévoit d'organiser une manifestation parallèle ce même jeudi sur les normes de la CNUDCI en matière de transparence, responsabilisation et bonne gouvernance, en marge de la quarante-septième session de la CNUDCI et de la treizième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable (14-18 juillet 2014). Cette manifestation sera ouverte à la participation de tous les États et de toutes les organisations compétentes. Des renseignements à ce sujet seront communiqués par le secrétariat séparément.

72. Il convient de noter que les recommandations qui précèdent concernant le calendrier des séances visent à aider les États et les organisations invitées à planifier la participation de leurs représentants respectifs; le calendrier effectif sera arrêté par la Commission elle-même.

73. Les séances se tiendront de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, sauf le lundi 7 juillet où la séance du matin commencera à 10 h 30 (voir par. 1 ci-dessus).

74. Les documents de la CNUDCI sont affichés sur le site Web de cette dernière ([www.uncitral.org/](http://www.uncitral.org/)) dès leur parution dans toutes les langues officielles de l'ONU. Les représentants peuvent vérifier si les documents de la quarante-septième session de la Commission sont disponibles en consultant la page de cette session à la rubrique "Documents de la Commission" du site Web de la CNUDCI ([www.uncitral.org/](http://www.uncitral.org/)).

---

<sup>60</sup> Ibid., *vingt-troisième session, annexes*, point 88 de l'ordre du jour, document A/7408, par. 3.